



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8689^e séance

Mardi 17 décembre 2019, à 15 heures
New York

Présidente : M^{me} Craft (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Moriko
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M ^{me} Gueguen
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Ugarelli
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Trullols Yabra
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan du Sud (S/2019/936)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan du Sud (S/2019/936)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. David Shearer, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, à participer à la présente séance.

Le Représentant spécial Shearer se joint à nous par visioconférence depuis Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/936, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan du Sud.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra des exposés du Représentant spécial Shearer et de l'Ambassadrice Wronecka, Représentante permanente de la Pologne, qui s'exprimera en sa qualité de Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud.

Je donne maintenant la parole à M. Shearer.

M. Shearer (*parle en anglais*) : C'est un plaisir pour moi de participer à la présente séance. Au moment où je m'adresse au Conseil aujourd'hui, un tiers des 100 jours de prorogation de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud s'est déjà écoulé. Cette deuxième prorogation a atténué l'anxiété, du moins temporairement, parce qu'elle permet de maintenir le cessez-le-feu, mais elle a également provoqué de la désillusion chez de nombreux citoyens qui estiment que davantage de progrès auraient dû être réalisés.

Après tout, la politique est une question de choix. En choisissant de signer l'accord de paix l'année dernière, les parties ont donné le coup d'envoi d'un processus de transformation qui porte déjà des fruits. Le pays a connu une forte diminution du nombre de blessés, d'enlèvements et de victimes parmi les civils. Les violences sexuelles restent un sérieux problème, même si le nombre de 295 victimes enregistré en 2019 est

nettement inférieur aux près des 1 300 recensées en 2018. L'amélioration des conditions de sécurité a également incité au moins 645 000 personnes à rentrer chez elles. Mais, le choix de retarder par deux fois la mise en place d'un gouvernement de transition a entamé les espoirs initiaux, érodé la confiance et amené certains à suspecter un fléchissement dans la volonté politique des parties. Les choix que les dirigeants du Soudan du Sud opèrent aujourd'hui vont déterminer l'avenir de ce pays pour les générations à venir.

Le Soudan du Sud a bénéficié d'un large appui extérieur l'encourageant à s'engager sur la bonne voie. Au cours des trois derniers mois, l'Ouganda a accueilli une réunion tripartite à laquelle il a directement donné suite, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) s'est réunie à plusieurs reprises, l'Envoyé spécial de l'IGAD pour le Soudan du Sud a déployé une série d'efforts et le Vice-Président de l'Afrique du Sud a effectué plusieurs visites. Le Soudan lui-même a participé aux dernières discussions. L'Union africaine a continué de suivre en continu l'évolution de la situation dans le pays. Les 15 membres du Conseil de sécurité se sont rendus à Djouba pour dialoguer et entendre directement les parties. Le fait le plus remarquable est la communauté de vues des partenaires internationaux, et je suis convaincu qu'il va continuer d'en être ainsi. L'engagement de la communauté internationale, conjugué à la présence de M. Riek Machar à Djouba la semaine dernière et aux rencontres avec le Président Kiir, a débouché sur des déclarations positives des deux dirigeants ces dernières 24 heures.

On peut toujours trouver des raisons de retarder davantage les choses. Après tout, il n'y a pas de critère définitif ou objectif permettant de convenir que les progrès réalisés dans le cadre du processus de paix sont tout à fait suffisants. Mais, si les parties veulent mettre pleinement en œuvre l'accord et former un nouveau gouvernement à l'issue de la période de 100 jours, elles peuvent assurément le faire. C'est une question de volonté politique – la volonté de faire des concessions et, en fin de compte, de s'asseoir autour d'une table au sein d'un gouvernement de transition et de le faire fonctionner dans l'intérêt de la population. Encore une fois, tout est question de choix. Le premier test pour savoir si cette volonté politique existe sera l'examen à mi-parcours qui sera effectué début janvier. À ce stade, des progrès mesurables devront être constatés dans plusieurs domaines.

Le premier domaine est celui de la réunification des forces. Il est peu probable qu'elle soit achevée avant la date limite. Les engagements pris aujourd'hui par les deux dirigeants donnent un nouvel élan à ce processus, mais des progrès sensibles permettraient à toutes les parties d'avoir la confiance nécessaire pour poursuivre le processus de réintégration et de réunification au sein d'un gouvernement de transition. Plus de 76 000 personnes ont déjà été rassemblées dans les zones de cantonnement, et un contrôle minutieux est nécessaire pour vérifier leur statut d'ex-combattants. Douze mille autres sont enregistrées dans les casernes du Gouvernement. Cependant, à ce jour, l'approvisionnement des zones de cantonnement a été très irrégulier et, dans bon nombre d'endroits, les combattants ont quitté les lieux en quête de nourriture, d'un abri et de moyens de subsistance. Réunir des forces, peu importe l'endroit, crée aussi inmanquablement de l'incertitude et nourrit la suspicion que chaque partie mobilise des forces pour préparer la guerre et non la paix. La seule façon de faire taire ces soupçons et d'entretenir la confiance est d'accélérer la formation et la réunification.

Le Comité national préparatoire à la transition a pour tâche de veiller à ce que les ressources aillent là où elles sont nécessaires. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud a fait savoir qu'elle était disposée à fournir un appui logistique supplémentaire sur demande. La semaine dernière, on nous a informés que des fonds publics avaient été distribués à divers comités de sécurité, ce qui est bienvenu. Toutefois, les montants exacts fournis et la manière dont ils seront dépensés restent opaques. La transparence s'impose pour dissiper les suspicions, comme l'ont souligné l'Union africaine, l'IGAD et l'ONU. Cela pourrait prendre la forme d'un fonds d'affectation spéciale ou d'un mécanisme similaire pour assurer un contrôle indépendant des finances. L'accord conclu ces dernières heures entre le Gouvernement et l'opposition en vue de la mise en place d'un tel mécanisme est encourageant, et l'ONU offrira son appui à cet effet, comme elle l'a fait dans d'autres situations de conflit dans le monde.

La présence de M. Riek Machar à Djouba ces cinq derniers jours pour des rencontres en tête-à-tête est un élément très encourageant et indispensable pour régler les différends, comme nous l'avons tous remarqué. Néanmoins, à ce jour, son statut reste incertain et il n'a pas encore reçu de passeport sud-soudanais. Le point de divergence qui subsiste entre les parties, malgré les efforts déterminés du Vice-Président sud-africain David Mabuza, reste la deuxième question majeure, celle des

États et des frontières. Cette question risque de provoquer la colère de certains et d'en satisfaire d'autres, selon le résultat qui en ressortira et le camp auquel on appartient. Le pouvoir et l'accès aux ressources étant fortement dévolus aux États et souvent liés à des groupes ethniques, cette question est d'une importance particulière sur le plan politique. Pour résoudre ce problème, il faudra faire preuve de beaucoup de doigté, de leadership et de volonté afin d'examiner les points litigieux avec un esprit ouvert et d'accepter une solution qu'aucune des parties ne considérera sans doute comme idéale. Cela demandera du courage. Soumettre cette question à un référendum coûterait des millions de dollars et présenterait d'immenses difficultés logistiques, surtout étant donné qu'un tiers de la population sud-soudanaise est déplacée. Cela risquerait aussi d'accentuer les divisions ethniques.

Ces dernières semaines, j'ai évoqué le processus de paix avec de nombreuses personnes au cours de mes récentes visites sur le terrain. Que ce soit à Koch, Lankien, Pibor, Bentiu ou Bor, le message est étonnamment le même. Aucune des personnes à qui j'ai parlé ne veut que la guerre reprenne. Parmi elles, il y a Bul Deng, un homme de 24 ans revenu à Lankien après avoir passé six ans sur un site de protection des civils des Nations Unies, parce qu'il pense que la paix est proche. Il m'a dit qu'il voulait que les gens soient comme une famille paisible et qu'ils puissent vivre librement dans tout le pays; que tout le monde veut la paix. Cependant, certaines personnes admettent en privé qu'elles prendraient les armes si leurs chefs leur en donnaient l'ordre. La bonne nouvelle, c'est que le cessez-le-feu a été largement respecté jusqu'à présent. Toutefois, nous devons rester vigilants. Une récente flambée de violence et d'affrontements intercommunautaires a exacerbé les tensions et pourrait provoquer des violences politiques plus graves. Par exemple, les combats autour de Maiwut, dans le nord-est du pays, ont pris un caractère ouvertement politique lorsque le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition et les forces gouvernementales ont soutenu des parties opposées.

Parallèlement, les progrès réalisés sur le plan humanitaire ont été en partie annulés par les inondations, qui ont touché 900 000 personnes, emporté les récoltes, détruit les maisons et contaminé les sources d'approvisionnement en eau. Il faut reconnaître, et c'est tout à leur honneur, que les gouvernements des États, les organismes humanitaires et les donateurs ont réagi rapidement. Dans le cadre de son intervention rapide, le Programme alimentaire mondial a utilisé

des approvisionnements qui avaient été prépositionnés pour 2020, mais ces stocks devront être reconstitués d'urgence et transportés à nouveau dans tout le pays. De plus, avec environ 72 000 tonnes de céréales perdues, en plus des animaux morts et des pâturages détruits, il est à craindre que les besoins alimentaires perdurent. Les inondations ont exacerbé les besoins. Le Plan de réponse humanitaire pour 2020, qui a été rendu public dernièrement, vise à répondre aux besoins de 5,6 millions de personnes pour un coût estimatif de 1,5 milliard de dollars. Malheureusement, le bref répit apporté par la paix n'a pas duré, surtout à cause des catastrophes naturelles, et les risques de famine dans de nombreuses régions du pays suscitent à nouveau des préoccupations.

Dans deux mois exactement, les dirigeants du pays décideront s'ils vont former un gouvernement de transition. Comme je l'ai dit, il est absolument essentiel de préserver le cessez-le-feu. Ces choix coïncideront avec la saison sèche, une période habituellement marquée par une intensification des combats. Les rencontres de ces derniers jours entre le Président Kiir et M. Riek Machar sont encourageantes, les deux parties ayant réaffirmé leur attachement au processus de paix. Cela a quelque peu rétabli l'espoir et l'impulsion qui s'étaient estompés du fait des retards liés à l'accord de paix. Toutes les parties doivent maintenant décider de donner suite à leurs engagements et leurs partenaires internationaux doivent continuer à apporter leur appui ferme, et je suis sûr qu'ils le feront. Les parties doivent maintenant avancer vers un gouvernement de transition qui pourrait commencer à planifier l'avenir à long terme du Soudan du Sud et, à terme, la tenue d'élections dans les trois prochaines années.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Pologne.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : En ma qualité de Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud, j'ai l'honneur de faire aux membres du Conseil le point des activités menées par le Comité depuis mon précédent exposé fait dans cette salle, le 18 décembre 2018 (voir S/PV.8431).

Premièrement, je me concentrerai sur la visite que j'ai effectuée au Soudan du Sud et dans la région en octobre. Deuxièmement, je donnerai des précisions sur le rapport d'activité du Groupe d'experts qui a été soumis au Comité le 1^{er} novembre et publié en tant que document du Conseil de sécurité le 22 novembre. Le 18 novembre, le Comité a discuté avec le Coordonnateur du Groupe

d'experts des conclusions et recommandations contenues dans le rapport d'activité, et a envisagé diverses mesures de suivi en vue d'améliorer l'application et l'efficacité du régime. Enfin, je donnerai un bref aperçu des faits nouveaux survenus au sein du Comité depuis mon exposé l'année dernière.

Du 6 au 15 octobre, je me suis rendue au Soudan du Sud, en Ouganda, au Soudan et en Éthiopie, dans cet ordre chronologique. Ma visite avait plusieurs objectifs : obtenir des informations de première main sur l'application des mesures imposées par la résolution 2206 (2015), dont la portée a été étendue par la résolution 2428 (2018) et qui ont été prorogées récemment par la résolution 2471 (2019); renforcer le dialogue et la collaboration avec les États concernés pour ce qui est de l'application des mesures, y compris les éventuels besoins d'assistance; et recueillir les informations nécessaires pour le réexamen du mandat par le Conseil, conformément au paragraphe 3 de la résolution 2471 (2019). Il importe de noter que ma visite a eu lieu à peu près un mois avant la date butoir du 12 novembre fixée pour la formation d'un gouvernement de transition, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Par la suite, les parties ont décidé de prolonger de 100 jours supplémentaires la période de transition.

Avant de parler des mesures prises par le Comité pour donner suite aux constats dressés au cours de ma visite, je tiens à voudrais appeler l'attention sur les principales questions observées et soulevées au cours de celle-ci. Sur le plan politique, et sur la base des discussions tenues au cours de ma visite, je reste convaincue que la mise en œuvre de l'Accord revitalisé, en particulier les progrès réalisés en ce qui concerne les dispositions transitoires de sécurité, est essentielle pour la paix et la stabilité au Soudan du Sud. Je reste préoccupée par la grave situation humanitaire et des droits de l'homme au Soudan du Sud, ainsi que par les attaques menées par des hommes en uniforme contre la population civile, notamment des femmes et des enfants. Les atteintes contre les enfants et leur recrutement, ainsi que les actes de violence sexuelle commis contre des femmes et des filles en particulier, sont, hélas, une caractéristique récurrente de cette terrible guerre civile. À cet égard, la non-application du principe de responsabilité est particulièrement préoccupante. Lors de ma visite à Djouba, à Bentiou et à Yei, j'ai remarqué que certains interlocuteurs étaient d'avis que les

communautés au Soudan du Sud ne comprenaient pas tout à fait le régime de sanctions.

Je reste préoccupée par l'absence de mesures concrètes au niveau de la région en vue de l'application des régimes de sanctions, et j'encourage les États voisins à mener des inspections conformément au paragraphe 8 de la résolution 2428 (2018), en rapport avec l'embargo sur les armes. Par ailleurs, il est regrettable que des personnes visées par des sanctions continuent de voyager librement partout dans la région, parfois avec des passeports délivrés par les pays de la région, et qu'à quelques exceptions près, les États Membres n'ont pas soumis au Comité des demandes de dérogation à l'interdiction de voyager.

Suite à ma visite, le Comité a accepté plusieurs mesures proposées sur la base de mes recommandations, notamment l'envoi de lettres de suivi aux pays hôtes pour les remercier de leur hospitalité et leur rappeler la nécessité d'appliquer efficacement les mesures de sanctions et de fournir davantage d'appui au Groupe d'experts. Il a été aussi convenu que le Comité allait organiser une réunion d'information publique au cours de laquelle les opinions concernant ma récente visite seraient présentées. Le Comité a également invité le Président de l'Autorité intergouvernementale pour le développement à lui présenter un exposé sur l'état d'avancement du processus de paix au Soudan du Sud. Enfin, le Comité envisage d'adresser à tous les États Membres une note verbale portant sur les mesures de sanctions en vigueur concernant le Soudan du Sud et leur rappelant leur obligation de les appliquer.

J'en viens maintenant à la deuxième partie de mon exposé, à savoir le rapport d'activité du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud, soumis en application de la résolution 2471 (2019), et, plus précisément, les mesures prises par le Comité en réponse aux conclusions et recommandations du Groupe. Je ne répéterai pas en détail le contenu du rapport périodique, étant donné qu'il a été transmis aux membres du Conseil et qu'il a été publié sous la cote S/2019/897. Je voudrais seulement rappeler aux membres du Conseil que le Groupe d'experts a présenté ses conclusions concernant la situation politique et en matière de sécurité au Soudan du Sud; les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire; l'exploitation illicite des ressources naturelles; et l'application des mesures de sanctions, y compris l'embargo sur les armes, l'interdiction de voyager et les mesures financières. À cet égard, je tiens à réitérer qu'il importe que les États

de la région, en particulier les pays voisins du Soudan du Sud, continuent de renforcer leur coopération avec le Groupe d'experts et le Comité des sanctions.

Dans la troisième et dernière partie de ma déclaration aujourd'hui, je voudrais présenter un bref aperçu des travaux du Comité depuis l'exposé que j'ai présenté au Conseil en décembre. À ce jour, le Comité s'est réuni cinq fois dans le cadre de consultations, et a tenu des consultations conjointes avec le Comité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan et le Comité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye. Le 8 février, le Comité a entendu une présentation, ouverte aux États Membres, du Coordonnateur du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud, portant sur le rapport d'activité du Groupe d'experts, publié sous la cote S/2018/1049, et présenté en application du paragraphe 19 e) de la résolution 2428 (2018).

Lors de consultations tenues le 29 mars, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud concernant le rapport final du Groupe, publié sous la cote S/2019/301, présenté en application du paragraphe 19 e) de la résolution 2428 (2018), et a examiné les recommandations qui y figurent.

Le 21 juin, durant les consultations conjointes des Comités du Conseil de sécurité créés par les résolutions 1591 (2005), 1970 (2011) et 2206 (2015), concernant le Soudan, la Libye et le Soudan du Sud, respectivement, les Groupes d'experts sur le Soudan, la Libye et le Soudan du Sud ont présenté des exposés et les Comités ont organisé un dialogue interactif sur la nécessité de mettre en place une approche commune pour lutter contre la présence de groupes armés darfouriens en Libye et au Soudan du Sud et empêcher ces groupes de mener des activités déstabilisatrices.

Le 9 août, le Comité a entendu une présentation du Coordonnateur du Groupe d'experts sur le plan de travail du Groupe, dont le mandat a été renouvelé par la résolution 2471 (2019). Le Comité a également entendu, le 21 août, un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Durant les consultations qui ont eu lieu le 18 novembre, le Comité a entendu une présentation du Coordonnateur du Groupe d'experts sur le rapport d'activité du Groupe (voir S/2019/897) soumis en application du paragraphe 3 de la résolution 2471 (2019), et il a examiné les conclusions et les recommandations figurant dans le rapport établi après ma visite au

Soudan du Sud, en Ouganda, au Soudan et en Éthiopie du 6 au 15 octobre.

Enfin, depuis le dernier rapport que j'ai présenté au Conseil, le Comité a reçu quatre demandes de dérogation à l'embargo sur les armes, qu'il a toutes accordées. Aucune demande de dérogation relative à l'interdiction de voyager n'a été reçue. J'appelle de nouveau tous les États Membres à renforcer leur collaboration avec le Comité, à demander des clarifications sur les mesures et les procédures de dérogation y relatives et à présenter des demandes de dérogation à l'embargo sur les armes, à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadrice Wronecka de son exposé.

Je vais maintenant faire un exposé en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je remercie le Représentant spécial Shearer et l'Ambassadrice Wronecka de leurs exposés. Je tiens à féliciter l'Ambassadrice Wronecka et son équipe pour le brio avec lequel elles ont dirigé le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud au cours des deux dernières années. Leur compétence et leur dévouement ont été d'une grande aide pour le Conseil de sécurité.

Comme je l'ai déjà annoncé, ce mois-ci est consacré à une évaluation objective des portefeuilles du Conseil de sécurité. Je vais donc être claire : les États-Unis et la communauté internationale sont de moins en moins convaincus que les dirigeants sud-soudanais veulent véritablement guider leur pays vers la paix et la sécurité. Nous sommes de moins en moins convaincus qu'ils partagent l'intérêt supérieur de leur peuple, qui réclame la paix au beau milieu d'une crise humanitaire dévastatrice provoquée par le conflit.

Le Conseil s'est rendu à Djouba pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, mais les dirigeants sud-soudanais se sont mutuellement accusés d'entraver les progrès et n'ont pas affirmé publiquement leur attachement au cessez-le-feu. Les parties ont convenu de prolonger une fois de plus la phase de prétransition de l'accord de paix, mais les progrès accomplis dans les mois qui ont suivi ont été limités. Si les parties se sont engagées à mettre en place des dispositions de sécurité et à unifier l'armée, des informations crédibles montrent que le Gouvernement et l'opposition recrutent. Des bâtiments civils restent occupés principalement par les forces gouvernementales. Djouba reste militarisée.

En réponse à l'appel à organiser des consultations sur le nombre d'États et leurs frontières, le Gouvernement a catégoriquement refusé tout compromis. En réponse aux appels à l'application du principe de responsabilité, le Gouvernement promeut et renomme des responsables accusés de graves violations des droits de l'homme, et les forces armées continuent de commettre des actes choquants de violence sexuelle et fondée sur le genre, notamment des violations contre les enfants. En réponse aux appels à un financement transparent de l'accord de paix, l'opacité financière règne et les conseils des experts sont ignorés. Le corps législatif sud-soudanais a récemment adopté un budget qui pourrait permettre de dépenser davantage pour les alliances de santé des membres du Parlement que pour le budget de santé de l'ensemble du pays.

En dépit des dispositions visant à garantir la pleine participation des femmes à la formation d'un gouvernement de transition, les parties continuent d'empêcher les femmes de participer effectivement et concrètement au processus de paix, et la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les populations dans le besoin est de plus en plus limitée. Leur sécurité est menacée, et les obstacles bureaucratiques restent en place alors que d'énormes inondations aggravent l'insécurité alimentaire. Cette absence de progrès est presque globale.

Cependant, les dirigeants sud-soudanais peuvent toujours former un gouvernement de transition inclusif d'ici la fin de la nouvelle période de 100 jours. Nous notons que les dirigeants sud-soudanais ont renouvelé aujourd'hui leur engagement à former un gouvernement d'unité d'ici la mi-février. Nous et le peuple sud-soudanais espérons que ces déclarations se traduiront par des résultats tangibles. S'il est pleinement mis en œuvre, l'accord actuel peut aboutir à la paix et à la stabilité que le peuple sud-soudanais demande clairement.

La collaboration régionale sera également essentielle. Je tiens à saluer les efforts que déploie l'Afrique du Sud, en collaboration avec les Envoyés spéciaux de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et du Kenya, ainsi que la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée, pour réunir les parties afin d'aborder la question du nombre d'États et de leurs frontières. Néanmoins, pour accomplir des progrès réels, les États Membres de la région doivent également tenir les dirigeants sud-soudanais responsables de n'avoir pas pris de mesures supplémentaires en faveur

de la paix. Après tout, la région tout entière souffrira si le processus en cours s'effondre.

Il faudra plus que de nobles paroles pour faire taire les armes au Soudan du Sud. En outre, la violence dans les régions de l'Équatoria, du Haut-Nil et des Lacs illustre la nécessité que la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) continue de protéger les civils et de patrouiller dans toutes les régions du pays. Les parties doivent accorder sans attendre un accès total à la MINUSS et aux organismes humanitaires.

En sus de l'accès facile aux armes et de la persistance de la violence, la volonté des groupes armés et des forces de sécurité de blesser, voire de tuer, des civils justifie à la fois un embargo robuste sur les armes et des sanctions contre les acteurs et les entités qui menacent la paix et la stabilité au Soudan du Sud. Si les dirigeants sud-soudanais ne peuvent appliquer les dispositions élémentaires de leur propre accord, le Conseil doit envisager de renforcer et d'élargir les sanctions. En effet, la menace de sanctions et leur mise en œuvre semblent faire partie des seules mesures qui convaincront les parties d'aller de l'avant.

Si nous mettons durant ce mois l'accent sur la crédibilité du Conseil, ce sont aujourd'hui les dirigeants sud-soudanais dont la crédibilité est en jeu – la crédibilité de leur volonté politique et de ce processus de paix. À ce stade, les États-Unis offrent leur plein appui au peuple sud-soudanais. Nous espérons que les dirigeants du pays ne l'abandonneront pas.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Mabhongo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je prononce cette déclaration au nom des membres africains du Conseil de sécurité, à savoir l'Afrique du Sud, la Guinée équatoriale et la Côte d'Ivoire.

Je tiens tout d'abord à vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance, et aussi à exprimer notre reconnaissance aux auteurs d'exposés aujourd'hui. Nous remercions le Secrétaire général de son rapport (S/2019/936) et nous accueillons ses observations avec satisfaction. Nous saluons également les efforts inlassables que déploie la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud sous la direction compétente du Représentant spécial du Secrétaire général, David

Shearer, pour contribuer à établir la paix et la stabilité au Soudan du Sud.

L'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud reste la lueur d'espoir et le moteur qui continueront de contribuer à la reconstruction du Soudan du Sud et à la paix et la stabilité dont le pays est privé depuis des décennies. À cet égard, la prorogation de 100 jours de la période de prétransition est une ligne de vie critique dont l'objectif est de créer un environnement favorable au règlement d'autres questions contentieuses, qui englobent notamment les dispositions de sécurité et la question des vés États et de leurs frontières, composantes cruciales de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé.

Nous encourageons les parties à poursuivre le dialogue par des moyens pacifiques, en utilisant les cadres de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour rapprocher leurs positions. De même, nous exhortons la communauté internationale à continuer d'appuyer les parties en ce moment critique. En outre, nous lançons un appel particulier au Président Salva Kiir et à M. Riek Machar pour qu'ils poursuivent leurs efforts visant à forger des relations collégiales et à rétablir la confiance, afin d'aider à unifier le pays. De même, nous exhortons le Gouvernement sud-soudanais et l'IGAD à examiner le statut définitif de M. Riek Machar, de sorte de faciliter sa participation pleine et effective à la poursuite du processus de paix.

Si les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sont limités, nous sommes encouragés par le fait que la cessation des hostilités se poursuit. Nous appelons toutes les parties à continuer sur cette voie et à donner la priorité aux vies des Sud-Soudanais. En conséquence, nous appelons tous les groupes à rejoindre le processus politique et, à cet égard, nous demandons à l'IGAD de continuer ses efforts pour inciter Thomas Cirillo et Paul Malong à adhérer à l'Accord revitalisé.

Par ailleurs, nous accueillons favorablement l'intention du Gouvernement de déboursier 40 millions de dollars supplémentaires pour la mise en œuvre de l'Accord. Cela revêt une importance capitale, et il est particulièrement urgent que ces fonds soient distribués rapidement afin d'éviter tout nouveau retard de mise en œuvre.

Nous encourageons le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour remédier aux graves problèmes que représentent la violence sexuelle liée au conflit et toutes

les violations des droits de la personne, et pour faire en sorte que les auteurs de ces actes en répondent. En outre, nous demeurons préoccupés par la gravité de la situation humanitaire, dont l'ampleur continue d'éclipser les progrès qui ont été accomplis. Nous demandons donc à toutes les parties d'accorder la priorité aux besoins humains, et à la communauté internationale de continuer à fournir une assistance aux plus vulnérables.

Pour terminer, nous tenons à remercier les pays de la région de leur appui au processus de paix sud-soudanais. Nous les exhortons à redoubler d'efforts durant cette période de prorogation, afin de rapprocher davantage toutes les parties. Nous sommes tous conscients des ramifications que générerait l'échec du processus de paix et, à ce titre, nous devons tout faire pour éviter un quelconque retour en arrière. Les Sud-Soudanais ont soif de paix, de stabilité et de développement pour pouvoir reconstruire leur vie.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier de leurs exposés éclairants le Représentant spécial du Secrétaire général David Shearer et l'Ambassadrice Wroniecka.

Je voudrais tout d'abord dire quelques mots sur le processus de paix qui, de toute évidence, se trouve à une jonction extrêmement critique, comme nous l'a rappelé une nouvelle fois le Représentant spécial Shearer. S'il est positif que le cessez-le-feu ait été respecté dans l'ensemble, il reste cependant de nombreuses tâches prioritaires à accomplir. Ces tâches, qui sont précisées dans l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, doivent être mises en œuvre si nous voulons venir à bout de l'absence de progrès. Nous partageons pleinement l'évaluation du Secrétaire général, selon laquelle la période de prorogation de 100 jours est le moment de faire preuve de volonté politique pour former un gouvernement de transition.

Nous accueillons favorablement les rencontres répétées entre le Président Kiir et M. Riek Machar, et nous prenons bonne note, en nous en félicitant, des déclarations récentes de l'opposition et du Gouvernement, dont a fait mention le Représentant spécial Shearer. Dans le même temps, cependant, nous estimons que des progrès concrets doivent être accomplis s'agissant de mettre en œuvre l'accord de paix, en particulier au regard des questions de fond qui ne sont toujours pas réglées. Nous exhortons les parties à se pencher sur des aspects clefs tels que les dispositions de sécurité, la création des services de sécurité et, en particulier, le

nombre d'États et leurs frontières. De notre point de vue, il est important de ne pas perdre la dynamique imprimée mais, en définitive, le fond et l'ouverture à tous sont tout aussi essentiels à la viabilité du processus de paix.

Comme vient de le dire le représentant de l'Afrique du Sud, nous constatons également que les acteurs régionaux n'ont rien perdu de leur importance pour encourager à avancer sur ces questions. Il est impératif que la région maintienne la pression sur les parties au conflit. C'est pourquoi nous nous félicitons vivement que l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) – en particulier le Soudan et l'Ouganda, en leur qualité de garants de l'accord de paix – ait facilité l'obtention d'un consensus entre les parties sur la manière de poursuivre la mise en œuvre dudit accord. La région, notamment l'IGAD, et l'Union africaine doivent rester mobilisées, exercer des pressions sur toutes les parties et appuyer la recherche de solutions fondées sur le consensus entre ces dernières. Nous encourageons également l'IGAD à communiquer au Conseil de sécurité, en temps voulu, son rapport d'étape à 50 jours et ses recommandations.

Très brièvement, en ce qui concerne les activités de l'Allemagne, mon pays vient de verser une contribution supplémentaire de 5 millions d'euros au Fonds d'affectation spéciale pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience, établi par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et l'équipe de pays des Nations Unies afin de soutenir des programmes axés sur la communauté s'attaquant aux causes profondes du conflit et d'offrir des incitations socioéconomiques à la paix. Nous encourageons vivement d'autres pays à s'associer à cet effort concret de consolidation de la paix.

S'agissant de la situation humanitaire et des droits de l'homme, améliorer le sort de la population civile demeure la première de nos priorités, en particulier pour ce qui a trait à un accès sans entrave aux acteurs humanitaires et à la MINUSS et à une amélioration tangible de la situation des droits de l'homme. Il va sans dire que les attaques contre les travailleurs humanitaires doivent cesser immédiatement.

De même, nous sommes extrêmement préoccupés par les informations faisant état de nouveaux recrutements, y compris d'enfants soldats, et selon lesquelles des soldats auraient quitté les sites de cantonnement faute de nourriture et de ressources. Les mesures visant à prévenir et à décourager la violence contre les civils doivent être mises en œuvre. En

outre, nous relayons l'appel lancé à toutes les parties par le Secrétaire général pour qu'elles remédient aux niveaux inacceptables de violence sexuelle et fondée sur le genre, et qu'elles fassent en sorte que les auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme répondent de leurs actes. C'est là une responsabilité majeure du Gouvernement sud-soudanais, qui doit faire fond sur les initiatives prises avec l'appui de la MINUSS concernant les audiences foraines, et prendre des mesures pour instaurer pleinement la justice transitionnelle, comme le prévoit l'Accord de paix revitalisé. Je voudrais également souligner que le Conseil peut imposer des sanctions à l'encontre des auteurs de violations et que nous devrions y recourir le cas échéant, conformément à la résolution 2467 (2019).

Avant de conclure, je voudrais dire quelques mots sur les sanctions. Nous tenons tout d'abord à féliciter le Groupe d'experts pour son travail inestimable, et nous l'encourageons à poursuivre son enquête sur les violations de l'embargo sur les armes et sur les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Une mise en œuvre réussie du régime des sanctions dépend sans le moindre doute d'une coopération étroite avec les pays de la région. Nous appelons donc à la cohérence et à la coordination entre tous les acteurs régionaux et internationaux. La communauté internationale doit bien faire comprendre que la poursuite de ces violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris des actes de violence sexuelle et fondée sur le genre, est inacceptable.

Pour terminer, je remercie l'Ambassadrice Wronecka de ses efforts inlassables à la présidence du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud, et de sa détermination à améliorer le sort du peuple sud-soudanais.

M^{me} Gueguen (France) : Je souhaiterais commencer par remercier M. Shearer, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud, pour son exposé et, surtout, pour son engagement, ainsi que celui de ses équipes sur le terrain. Je remercie également l'Ambassadrice Wronecka pour son exposé et pour son action à la tête du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud.

Il est urgent que le gouvernement de transition soit formé. Le report annoncé le 7 novembre, et qui court jusqu'au 20 février, doit être le dernier. Il est en

effet indispensable de rester sur le chemin tracé par l'Accord de paix revitalisé pour le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. C'est la seule option dont nous disposons. La déclaration qui est intervenue ce matin doit donc être suivie d'effets.

La France demande au Gouvernement sud-soudanais et à l'opposition d'utiliser les 65 prochains jours pour créer les conditions nécessaires à la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Les tâches à remplir sont connues. Certaines peuvent être mises en œuvre immédiatement. Nous nous félicitons, à cet égard, que les 40 millions de dollars nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord aient été versés au Comité national préparatoire à la transition. Il convient à présent d'accélérer la mise en œuvre concrète de ces fonds, tout en veillant à la traçabilité des dépenses engagées. Il revient également au Gouvernement de délivrer un passeport à Riek Machar et à l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), de clarifier son statut et de lui garantir une liberté de circulation.

La France encourage les parties à faire preuve de volonté politique et à ne pas laisser certains sujets retarder la formation du gouvernement d'unité nationale. Nous le savons, la question des frontières intérieures est centrale dans le conflit. Cette question ne pourra peut-être pas être définitivement tranchée dans l'immédiat. Il est important à court terme que les parties fassent preuve d'un esprit de compromis et s'accordent au moins sur le nombre d'États et sur un mécanisme de négociation. Il est également important que les parties continuent à avancer dans la mise en œuvre des arrangements sécuritaires. Les responsables du Gouvernement et de l'opposition doivent aussi impérativement réaffirmer leur engagement à maintenir le cessez-le-feu. Le cessez-le-feu doit être la priorité absolue, tant la vie de millions de civils en dépend.

Nous le savons, la situation humanitaire reste dramatique. Elle a été aggravée par les inondations qui ont affecté plus de 900 000 personnes depuis le mois de novembre. Je rappelle que toutes les parties doivent garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave à l'ensemble des personnes ayant besoin d'assistance humanitaire. Cela implique de protéger le personnel humanitaire et médical, ainsi que les infrastructures civiles. Il est également indispensable de poursuivre la lutte contre les violences sexuelles et contre le recrutement d'enfants combattants. La mise en place du tribunal hybride prévu par l'accord permettrait de lutter contre l'impunité et contribuerait à réduire l'ampleur

de ces violences. Je souhaiterais à cet égard demander à M. Shearer dans quels délais cette mise en place pourrait intervenir.

Par ailleurs, la paix ne sera durable que si elle est inclusive. La participation active et significative des femmes et le respect des quotas prévus par l'accord sont essentiels. Une paix inclusive nécessite aussi un espace politique ouvert. Or, les cas récents d'atteintes à la liberté d'expression et de violences contre des journalistes sont très préoccupants.

Les garants de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud et les acteurs de la région doivent poursuivre leurs efforts. Seule, en effet, une pression régionale concertée pourra inciter les parties à faire les concessions nécessaires. La France félicite à cet égard le Soudan pour son accession à la présidence de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, et encourage les autorités soudanaises à rester pleinement mobilisées sur cette question. Cet appel concerne aussi les autorités ougandaises, dont le rôle est crucial pour assurer le respect du nouveau calendrier prétransitionnel. Il est important que le nouveau mécanisme de suivi annoncé par l'IGAD puisse être mis en place dans les meilleurs délais et que le groupe des cinq États africains mandatés par l'Union africaine puisse soutenir pleinement les efforts de médiation de l'IGAD au Soudan du Sud. Nous devons aussi réfléchir en tant que Conseil de sécurité au meilleur moyen pour les Nations Unies d'appuyer les efforts régionaux. Les missions de bons offices et d'expertise technique fournies par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud sont utiles et doivent se poursuivre.

Enfin, le Conseil a mis en place un régime de sanctions qui nous permet de lister tout individu qui entraverait le bon déroulement du processus de paix. Il est important que le Conseil utilise toute la palette des leviers et des moyens de pression à sa disposition, afin de s'assurer que le processus de paix ne dérape pas.

M. Trullols Yabra (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Shearer et l'Ambassadrice Wronecka des informations importantes qu'ils nous ont communiquées.

Nous sommes préoccupés par le fait que nous sommes confrontés aujourd'hui à une prolongation de 100 jours de la période de prétransition et que l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud reste largement inappliqué, les questions controversées n'ayant pas encore, de ce fait,

été tranchées. Mais outre le règlement des questions comme la délimitation des États, le cantonnement et le redéploiement militaire, il importe que dans le cadre de ce processus, les questions en suspens soient traitées selon une approche axée sur l'être humain.

Plus qu'un accord politique, la mise en oeuvre de l'Accord revitalisé est une obligation morale et éthique qui présente des avantages sociopolitiques et économiques immenses pour un peuple qui a déjà trop souffert. À cet égard, nous nous félicitons de la récente réunion entre le Président Kiir et M. Machar, pendant laquelle ils ont examiné à nouveau les tâches en suspens, qui ont jusqu'à présent entravé la mise en oeuvre de l'Accord revitalisé, et annoncé leur décision de former le Gouvernement d'union nationale, même s'ils ne pourront pas régler tous leurs différends dans les délais impartis. Nous nous réjouissons également de l'engagement pris par le Gouvernement d'allouer 40 millions de dollars à l'exécution des tâches, laquelle, nous l'espérons, sera entièrement achevée à temps.

Nous regrettons toutefois que cette harmonie politique soit occultée par les tensions intercommunautaires, ainsi que par une situation humanitaire grave, avec près de 40 % de la population souffrant d'insécurité alimentaire aiguë – une situation aggravée par les récentes inondations qui ont submergé des communautés entières et conduit le Gouvernement à déclarer l'état d'urgence. À cet égard, il faut, en parallèle du processus politique, promouvoir des programmes de renforcement de la résilience et d'atténuation des risques résultant des changements climatiques, tels que les pénuries d'eau et de nourriture et la vulnérabilité liée au climat.

Par ailleurs, nous sommes préoccupés par la persistance de la violence sexuelle pendant le conflit, ainsi que par les obstacles à l'accès du personnel de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et des acteurs humanitaires. Nous condamnons les attaques perpétrées contre les travailleurs humanitaires ces derniers mois, tout en appelant les parties concernées à mettre un terme à la violence. Nous réitérons avec force notre appel pour que toutes les mesures possibles soient prises pour mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre et au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats, et pour que soit signé le mémorandum d'accord sur le Tribunal mixte pour le Soudan du Sud. À ce sujet, et sur une note positive, nous saluons les efforts déployés par la MINUSS pour coordonner et étendre les audiences foraines aux zones où l'accès à la justice

est limité, ainsi que son rapprochement continu avec la police sud-soudanaise et les forces pro-Machar en vue de la mise en œuvre de plans d'action visant à lutter contre la violence sexuelle liée aux conflits. Par ailleurs, nous voudrions insister sur la nécessité de continuer à promouvoir la participation significative des femmes, des jeunes et de la société civile dans la formation du Gouvernement d'union nationale.

Enfin, nous savons que le processus de formation du Gouvernement d'union nationale doit mettre l'accent sur l'instauration de la confiance entre tous les acteurs et veiller à ce que le Gouvernement soit inclusif, mais surtout à ce qu'il tienne compte des aspirations légitimes du peuple soudanais à parvenir à une paix juste, globale et durable, qui remédie aux causes profondes de la crise. Il est possible d'aller de l'avant, à condition que les deux dirigeants décident d'emprunter cette voie et d'assumer leur responsabilité de bâtir un avenir pacifique pour leur peuple.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial David Shearer de son exposé très instructif. Qu'il me soit permis, Madame la Présidente, de faire quelques remarques supplémentaires à titre national, en complément de mon exposé d'aujourd'hui.

La Pologne se félicite de la réunion de la semaine dernière entre le Président Salva Kiir et M. Riek Machar, que nous percevons comme une étape importante vers la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Nous estimons que ces rencontres sont extrêmement précieuses en ce qu'elles permettent d'instaurer un climat de confiance. Toutefois, elles ne peuvent se substituer à une véritable mise en œuvre des dispositions de l'accord de paix, notamment en ce qui concerne les mesures de sécurité et le nombre d'États et leurs frontières. Nous sommes fermement convaincus qu'un gouvernement provisoire opérationnel est ce qu'attendent et méritent les citoyens. Nous appelons tous les signataires de l'accord de paix à coopérer dans un esprit de bonne volonté et de compromis de sorte à ne plus décevoir leurs citoyens.

Nous avons pris note de la nouvelle prolongation de la période de prétransition, mais nous demeurons profondément préoccupés par le rythme de mise en œuvre des dispositions nécessaires. Nous sommes également de plus en plus préoccupés par le manque de volonté politique des signataires d'intensifier leurs efforts en vue d'une transition réussie et de la formation du Gouvernement provisoire. Néanmoins, nous nous

félicitons de la décision du Gouvernement sud-soudanais d'allouer des fonds à la mise en œuvre des dispositions de sécurité, afin d'accélérer les processus nécessaires pendant la période de prétransition pour qu'un gouvernement d'union nationale soit formé en février 2020.

Nous restons convaincus qu'il ne saurait y avoir de paix durable sans inclusion. Nous appelons tous les acteurs politiques sud-soudanais à mettre en œuvre les dispositions de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud en ce qui concerne la représentation des femmes dans les organes et institutions de pré-transition et transition ainsi que dans les autres instances décisionnelles. Nous estimons qu'il est indispensable de garantir la participation des femmes au processus politique au Soudan du Sud. Ce n'est qu'en assurant une mise en œuvre sans exclusive de l'Accord de paix revitalisé que ce dernier aura des chances d'être ancré dans la durée.

Le cessez-le-feu permanent a été largement respecté dans tout le Soudan du Sud, ce que nous jugeons encourageant, mais nous sommes préoccupés par les affrontements dans l'Équatoria-Central et l'Équatoria-Occidental ainsi que par leurs conséquences pour la population civile. Nous demeurons profondément préoccupés par les effets cumulatifs d'années de conflit prolongé, de crises humanitaires persistantes et de niveaux élevés de violence intercommunautaire, ainsi que de graves violations des droits de l'homme et atteintes à ceux-ci, notamment de graves violations des droits des enfants et les incidents de violence sexuelle liés au conflit. Nous appelons le Gouvernement à ne ménager aucun effort pour traduire les auteurs en justice et à s'acquitter de ses obligations en matière de protection des civils.

La mobilisation de la région constitue un autre facteur fondamental pour la durabilité de la paix au Soudan du Sud. Nous saluons l'implication de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et de ses États membres et continuons de penser que le rôle de la région dans la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé et dans la responsabilisation des parties à cet accord ne saurait être sous-estimé. Nous sommes également convaincus que la question du statut de M. Riek Machar doit être réglée dès que possible.

Étant donné qu'il s'agit très probablement de la dernière fois que j'aurai la possibilité de prendre la parole dans la salle sur les questions relatives au Soudan du Sud, je voudrais terminer en exprimant l'appréciation

et la gratitude de la Pologne au Représentant spécial David Shearer et à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, ainsi qu'à l'équipe de pays des Nations Unies et aux acteurs humanitaires dans le pays, pour leur dévouement, leur professionnalisme et les efforts inlassables qu'ils déploient pour appuyer la paix et la stabilité au Soudan du Sud.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial David Shearer pour son « briefing ». Je voudrais aussi remercier l'Ambassadrice Wronecka pour son exposé et sa conduite des travaux du Comité des sanctions durant ces deux dernières années. Le régime de sanctions reste un outil utile, et le Conseil ne doit pas hésiter à en faire usage lorsque la situation le requiert.

Nous serons bientôt à mi-chemin de l'extension de 100 jours de la période de transition et nous devons constater le peu de progrès réalisés sur les questions clefs de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Nous prenons note, cependant, des récentes déclarations du Président Kiir et de M. Riek Machar et nous les engageons à les mettre en œuvre. Les défis de la mise en œuvre du processus de paix sont nombreux, sont complexes, sont bien connus, ils ont été rappelés par les différents orateurs aujourd'hui. Alors que nous avons tendance à nous concentrer sur ces difficultés du point de vue des dirigeants politiques, je souhaite aujourd'hui mettre en avant quelques défis du point de vue de la population sud-soudanaise.

Premièrement, les civils ont besoin que tous les combats cessent pour pouvoir reconstruire leur vie, leur maison et leurs moyens de subsistance. La réalisation la plus importante du processus de paix actuel est probablement le cessez-le-feu qui est largement suivi. Il appartient entièrement aux dirigeants politiques de veiller à ce que leurs troupes continuent à respecter ce cessez-le-feu. Nous sommes toutefois préoccupés par le fait que des combats continuent dans certaines parties des Équatorias et que la violence intercommunautaire – qui fait 85 % des victimes civiles –, la violence sexuelle et la criminalité persistent dans tout le pays. Ces conditions confirment la nécessité des efforts de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) quant à la protection des civils. Les conditions ne nous paraissent pas encore propices pour un retour volontaire, sûr, digne et bien informé des personnes déplacées, dont presque la moitié sont des enfants.

Deuxièmement, le peuple sud-soudanais a besoin de justice. Qu'il me soit permis de donner un exemple concret et malheureusement emblématique. Le rapport conjoint de la MINUSS et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits l'homme de juillet 2018 concernant des attaques contre des civils dans l'État de l'Unité, avait identifié trois individus qui exerçaient probablement le commandement sur ceux qui commettaient des violations. Un de ces trois individus était le Commissaire du comté de Gany. Les informations recueillies par l'ONU suggèrent que cet individu a ordonné aux officiers de l'Armée populaire de libération du Soudan et aux groupes de jeunes de tuer, violer, enlever des civils, recruter des enfants, brûler et piller des maisons et commettre d'autres atrocités, dont beaucoup peuvent constituer des crimes de guerre. Dans un premier temps, suite à ce rapport, ce commissaire a été écarté. Cependant, un peu plus tard, il a été non seulement promu militairement, mais en novembre de cette année, il a été réintégré au même poste de commissaire et au même endroit. Nous exhortons donc le Gouvernement à mettre fin à cette culture d'impunité, à enquêter de manière approfondie sur tous les abus et à traduire en justice les responsables de ces crimes. À cet égard, nous rappelons l'appel lancé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour que la République du Soudan du Sud rende opérationnels rapidement tous les mécanismes de justice transitionnelle, notamment le Tribunal mixte pour le Soudan du Sud.

Troisièmement, le peuple doit pouvoir exercer ses droits civils et politiques. Certaines personnes ont été empêchées de participer librement aux discussions politiques dans le cadre du processus de paix. L'espace civique et politique est menacé. À cet égard, nous nous inquiétons en particulier des pouvoirs apparemment incontrôlés des services de sécurité nationale. Nous avons reçu des informations faisant état de détentions illégales de membres de la société civile et des médias, y compris des cas de torture et abus sexuels par les membres de ces services. Nous appelons à ce que soient menées des enquêtes urgentes et approfondies sur ces informations. En outre, les prisonniers politiques et prisonniers de guerre doivent être libérés sans délai. De plus, il faut assurer une participation entière, efficace et significative des femmes, des jeunes et de la société civile au processus de paix.

Quatrièmement, la population souffre de la crise humanitaire grave. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2019/936), l'extrême gravité de la situation humanitaire montre bien qu'il est impératif

de rétablir la paix. Le Programme alimentaire mondial indique être engagé dans une course contre la montre pour pouvoir nourrir des millions de personnes. La faim progresse en raison des sécheresses, des inondations mais aussi de l'instabilité politique dans le contexte d'une crise humanitaire de longue durée. D'importants obstacles à l'accès humanitaire persistent, que ce soit à causes des hostilités ou à cause des attaques contre le personnel et les biens des organismes humanitaires. Les experts estiment que les perspectives d'insécurité alimentaire n'ont jamais été aussi mauvaises.

Ces défis ne représentent qu'une partie de la souffrance et des douleurs quotidiennes auxquelles le peuple sud-soudanais se trouve soumis depuis des années. L'élite politique détient les clefs de la solution. Il est temps qu'il se mette au travail.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je remercie de son exposé M. David Shearer, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Je remercie également l'Ambassadrice Joanna Wronecka de son exposé sur les travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud. Je la félicite, elle et son équipe, de leur excellente gestion des travaux du Comité au cours des deux dernières années.

Je voudrais aborder trois questions : les faits politiques, le mandat de la Mission et la situation humanitaire.

Premièrement, en ce qui concerne les faits politiques, nous nous félicitons des rencontres entre le Président Salva Kiir Mayardit et M. Riek Machar le mois dernier en Ouganda, et plus récemment à Djouba, ainsi que de l'engagement qui a été pris d'achever les activités pour préparer la transition avant la fin de la période de prolongation de 100 jours, en particulier celles relatives aux mandats, en ce qui concerne le nombre et la portée, le regroupement, l'unification et la formation des forces ainsi que la formation du Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé, conformément à l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud. Nous remercions également les autres pays de la région, en particulier le Soudan, l'Ouganda et l'Éthiopie, du rôle actif qu'ils jouent pour rétablir la paix, et nous nous félicitons de l'appui apporté par l'Autorité intergouvernementale pour le développement dans le cadre de ces efforts, et plus récemment de son communiqué du 10 novembre.

Deuxièmement, en ce qui concerne la situation humanitaire, nous sommes satisfaits de constater que le cessez-le-feu a été respecté dans la plupart des régions du Soudan du Sud, et nous espérons que les conditions seront propices au retour des réfugiés et des déplacés dans leurs régions en toute sécurité, sur une base volontaire et dans la dignité. Nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour alléger le fardeau humanitaire qui pèse sur la population, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et du logement, et soulignons les références que la résolution 2417 (2018) fait à la famine et aux conflits. La famine est un élément central de la reprise des conflits et nous sommes préoccupés par le fait que plus de 6 millions de personnes sont sous-alimentées ou souffrent de malnutrition. En revanche, nous nous félicitons de la réduction progressive du nombre de personnes dans les sites de protection civile de la MINUSS, et nous réaffirmons que la protection des civils demeure la responsabilité première du Gouvernement sud-soudanais.

Troisièmement, en ce qui concerne l'action et le mandat de la Mission, nous nous félicitons du rôle joué par la MINUSS au Soudan du Sud et nous saluons ses bons offices ainsi que les services sanitaires, humanitaires et juridiques qu'elle fournit, qui contribuent tous à consolider la paix en donnant la priorité aux solutions politiques. Nous demandons également que la liberté de circulation et l'assistance humanitaire, appuyée par la MINUSS, soient garanties, conformément à l'Accord sur le statut des forces et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité concernant le mandat de la Mission. Nous condamnons l'enlèvement et le meurtre de volontaires de l'Organisation internationale pour les migrations survenus fin octobre 2018 et rappelons à tout un chacun ses responsabilités en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Pour terminer, étant donné qu'il s'agit de la dernière séance du Conseil au cours de laquelle notre délégation examinera la situation au Soudan du Sud, nous espérons que ce dossier connaîtra une évolution positive et incitera les membres du Conseil à faire preuve d'une unité accrue. Le Koweït rappelle les liens historiques étroits de fraternité et de développement qu'il entretient avec le Soudan du Sud depuis plus de 45 ans. C'est pourquoi nous espérons vivement poursuivre notre coopération bilatérale dans un avenir proche et jouer un rôle accru pour aider le Soudan du Sud à traverser une des étapes les plus délicates de son histoire, sur la voie de la sécurité, de la stabilité et du développement, dans

un Soudan du Sud accueillant, et pour donner espoir en un avenir de paix et de prospérité.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cette importante séance. Je m'associe moi aussi à mes collègues pour remercier le Représentant spécial David Shearer de son exposé et des efforts inlassables qu'il déploie pour que l'ONU contribue efficacement à la paix et à la stabilité au Soudan du Sud.

Comme d'autres orateurs, nous remercions également notre sœur, l'Ambassadrice Joanna Wronecka, de son exposé sur les activités du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud. L'Indonésie lui a toujours été reconnaissante de l'excellente action qu'elle mène au sein de ce comité et de la façon très compétente dont elle le dirige.

Sous les présidences américaine et sud-africaine du Conseil, nous avons discuté de l'évolution de la situation à Djouba, et nous n'avons cessé d'envoyer un message de paix et de réconciliation. Je pense que c'est un message important et j'espère que le Gouvernement de transition pourra être mis en place dès que possible. À cet égard, ma déclaration portera sur trois questions clefs.

Premièrement, en ce qui concerne la situation politique, l'Indonésie reste convaincue que l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud offre une occasion sans pareille d'instaurer la paix et la stabilité dans le pays. Nous prenons note de la prolongation de 100 jours de la période de préparation de la transition. L'horloge tourne vite, et certains ont déjà fait observer qu'il nous reste moins de 65 jours. Les parties à l'Accord doivent mettre à profit cette prolongation pour réaliser des progrès substantiels dans le règlement des questions en suspens. Comme d'autres l'ont fait, nous exhortons toutes les parties à faire montre de bonne volonté et à accepter des compromis, en donnant la priorité aux intérêts du peuple sud-soudanais. Nous nous félicitons de la déclaration commune faite il y a quelques heures à Djouba par le Président Salva Kiir Mayardit et par M. Riek Machar sur la formation du Gouvernement. Les rencontres en personne donneront certainement de meilleurs résultats et nous nous félicitons de ces efforts.

Ma délégation se fait également l'écho de l'appel en faveur du décaissement rapide et transparent des fonds destinés à l'Accord, notant que cela pourrait contribuer à renforcer la confiance et l'appui au niveau

international. La mobilisation en amont et continue de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, de l'Union africaine et des garants de l'Accord est cruciale, notamment les efforts visant à faciliter le dialogue entre les hauts responsables et à superviser les progrès accomplis dans l'exécution des tâches essentielles. Nous appuyons le rôle de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) s'agissant de fournir des conseils et une assistance technique à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord.

Deuxièmement, en ce qui concerne les conditions de sécurité, le cessez-le-feu doit être maintenu dans l'ensemble du pays. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général sur le fait que « c'est une conséquence directe du processus de paix » (S/2019/936, par. 102). On observe déjà un recul global de la violence politique, excepté dans la région de l'Équatoria. Il est également encourageant pour ma délégation de constater, pour reprendre les mots employés par le Représentant spécial dans son discours au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, « un désir réel et palpable de paix, en particulier à l'échelon local », qui se manifeste par des mesures de renforcement de la confiance. Assurer la paix au niveau local est crucial.

Néanmoins, les récents affrontements intertribaux et d'autres combats internes dans des zones qui avaient été relativement calmes ces derniers mois démontrent que les conditions de sécurité restent fragiles, et le Conseil doit, bien entendu, continuer de surveiller la situation. L'Indonésie insiste sur la nécessité de protéger pleinement les civils et de respecter le droit international humanitaire. Nous sommes préoccupés par les multiples faits ayant eu des conséquences préjudiciables pour les droits de la personne et la protection de la population, en particulier ceux qui visent les civils. L'impunité prolongerait le cycle du conflit et compromettrait la crédibilité du processus de paix. Ce n'est pas ce que nous voulons à ce stade crucial. À cet égard, la MINUSS joue un rôle important dans le renforcement de la présence judiciaire dans le pays, notamment en coordonnant l'appui prêté aux audiences foraines. Nous regrettons que la MINUSS reste soumise à des restrictions d'accès et à d'autres obstacles, en violation de l'Accord sur le statut des forces, ce qui risque d'empêcher la Mission de s'acquitter de son mandat, notamment de protéger les civils.

Troisièmement, en ce qui concerne la situation humanitaire, nous ne devons pas oublier que les efforts visant à instaurer la paix et la stabilité au Soudan du Sud

s'inscrivent dans le contexte d'une situation humanitaire préoccupante. Il y a 7,5 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire, y compris les victimes des récentes inondations. On prévoit que 4,54 millions de personnes souffriront d'insécurité alimentaire aiguë. Une solution durable fait cruellement défaut pour les 1,5 million de déplacés et les 2,2 millions de réfugiés. L'environnement opérationnel des acteurs humanitaires au Soudan du Sud reste difficile et dangereux. Les acteurs humanitaires doivent disposer de l'espace nécessaire pour fournir l'aide humanitaire.

Je voudrais conclure mon intervention en réaffirmant l'appui de l'Indonésie à la paix et à la stabilité au Soudan du Sud, notamment par l'intermédiaire de sa contribution à la MINUSS.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie M. David Shearer, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud, et l'Ambassadrice Wronecka de leurs exposés. Je tiens également à remercier l'Ambassadrice Wronecka pour le travail accompli en tant que Présidente du Comité des sanctions concernant le Soudan du Sud.

Depuis la signature en septembre 2018 de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, l'intensité du conflit au Soudan du Sud s'est réduite considérablement, le cessez-le-feu est observé dans la plupart des régions du pays et les conditions de sécurité continuent de s'améliorer. La Chine se félicite de cette évolution. Dans le même temps, le pays continue de se heurter à des difficultés sur la voie de la paix et de la stabilité. La situation humanitaire est catastrophique et la mise en place d'un gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé a de nouveau été reportée. Il est impératif de continuer à aider le pays à maintenir l'élan en faveur de la paix durablement acquis. La mise en œuvre de l'Accord revitalisé est la clef d'un règlement politique de la question du Soudan du Sud. L'aide de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité, doit être axée sur la facilitation de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé par toutes les parties, en intensifiant les efforts dans les trois domaines suivants.

Premièrement, l'autorité du Gouvernement sud-soudanais doit être totalement respectée. C'est aux parties sud-soudanaises qu'incombe la responsabilité principale de la mise en œuvre de l'Accord revitalisé. La communauté internationale doit renforcer la communication avec toutes les parties, le Gouvernement en particulier, écouter attentivement leurs opinions et

leurs suggestions et fournir, en fonction des besoins, l'appui financier, matériel et technique nécessaire dans les domaines politique et de la sécurité.

Deuxièmement, il faut continuer de soutenir l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) afin qu'elle puisse jouer le rôle de principal canal de médiation qui est le sien. L'ONU et le Conseil de sécurité doivent renforcer la coordination avec l'Union africaine, l'IGAD, les autres organisations régionales et sous-régionales et les pays de la région, notamment le Soudan. Ils doivent appuyer leurs efforts de médiation, en mettant l'accent sur l'appui au Gouvernement sud-soudanais et à l'opposition pour leur permettre de consolider la confiance mutuelle et de maintenir le dialogue afin de parvenir le plus rapidement possible à un consensus sur des questions essentielles telles que les dispositions de sécurité, le nombre et les frontières des États.

Troisièmement, il faut continuer à fournir une aide humanitaire et économique au Soudan du Sud. La communauté internationale doit aider le pays à régler des questions telles que la sécurité alimentaire et le retour et la réinstallation des personnes déplacées, et à accroître les investissements dans l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, l'éducation, les soins de santé et d'autres domaines pour améliorer les capacités des Sud-Soudanais à reconstruire leurs maisons et à relancer le processus de développement.

La Chine félicite vivement la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud pour son importante contribution au maintien de la paix et de la stabilité dans le pays et soutient la Mission dans l'aide qu'elle apporte aux parties soudanaises pour mettre en œuvre l'Accord revitalisé et faire avancer le processus de paix. La Chine a toujours appuyé le processus de paix au Soudan du Sud. Pour aider le pays à mettre en œuvre l'Accord revitalisé, nous avons fourni un lot d'aide alimentaire et matérielle au Soudan du Sud, et nous mettons tout en œuvre pour la distribuer. La Chine est prête à travailler en collaboration avec la communauté internationale pour continuer à jouer un rôle constructif afin de permettre au Soudan du Sud de parvenir à la paix, à la stabilité et au développement.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous tenons à remercier les intervenants d'aujourd'hui, le Représentant spécial du Secrétaire général, M. David Shearer, et l'Ambassadrice de la Pologne, M^{me} Wronecka, pour les informations fournies. Je tiens à remercier l'Ambassadrice pour l'assurance

et le professionnalisme avec lesquels elle a dirigé le Comité des sanctions concernant le Soudan du Sud ces deux dernières années.

Le peuple sud-soudanais est en effet à un tournant de son histoire, et notre tâche est de l'aider à relever les défis auxquels cette jeune nation est confrontée. Comme tous nos collègues, nous sommes déçus que le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé n'a pas pu être mis en place avant la date du 12 novembre, qui avait été fixée de commun accord. Dans le même temps, nous appelons les parties à ne pas dramatiser la situation et à ne pas saper les efforts qui sont déployés à cette fin. Nous constatons certains progrès dans la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Il importe que les parties démontrent leur volonté de dialoguer et de surmonter leurs divergences en cherchant des solutions de compromis. À cet égard, nous prenons note des réunions, désormais régulières, entre Salva Kiir et Riek Machar, auxquelles nous avons toujours appelé. Nous sommes convaincus que ces contacts sont indispensables et peuvent imprimer l'élan nécessaire au processus de réconciliation au Soudan du Sud. Nous appelons particulièrement l'attention sur le fait qu'il y a quelques heures à peine, le Président Kiir a annoncé qu'un accord de principe avait été conclu sur la formation du Cabinet des ministres. Nous attendons des détails supplémentaires et nous espérons que cet accord sera mis en œuvre dans un avenir proche.

Nous ne pouvons que constater un certain nombre de points qui nous incitent à un certain optimisme. Dans son rapport (S/2019/936), le Secrétaire général fait état de la baisse du niveau de violence armée et du nombre d'affrontements intercommunautaires. Au fur et à mesure que la situation en matière de sécurité s'est améliorée, l'accès humanitaire s'est amélioré et le nombre de violations des droits de l'homme a nettement diminué. Tous cela a eu une incidence positive sur le retour des personnes déplacées et des réfugiés sud-soudanais dans leurs foyers. Nous attribuons ces résultats à l'instauration de mesures de confiance et aux contacts entre les parties belligérantes sur le terrain. Toutefois, la principale réalisation – et nous partageons l'avis du Secrétaire général António Guterres sur ce point – est que les parties respectent les dispositions du cessez-le-feu. Nous appelons les Sud-Soudanais à respecter strictement ces accords.

Nous croyons comprendre que la décision de prolonger la période de prétransition a été prise

par nécessité et ne reflète guère les aspirations des Sud-Soudanais et de leurs voisins. Nous avons pris note de la position de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui a salué cette mesure. Nous espérons que les parties sud-soudanaises prendront les mesures nécessaires pour régler les questions en suspens. En ce qui concerne les parties non-signataires de l'Accord revitalisé, nous les invitons à se joindre rapidement au processus conjoint d'édification de l'État.

Nous pensons qu'il importe que les acteurs régionaux jouent un rôle de premier plan à l'appui du processus de paix au Soudan du Sud. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par l'Union africaine, l'IGAD, le Soudan, l'Afrique du Sud et l'Ouganda. Toutefois, il est essentiel qu'ils adoptent des approches concertées pour qu'ils puissent agir selon l'esprit du principe « des solutions africaines aux problèmes africains ». Nous pensons que seule la mise en œuvre intégrale des engagements pris par les parties permettra de renforcer la confiance mutuelle et d'éviter que les erreurs du passé ne se reproduisent. Nous avons appris avec satisfaction que les autorités du Soudan du Sud ont alloué 40 millions de dollars à la poursuite de la mise en œuvre de projets lancés dans le cadre de l'Accord revitalisé, notamment à la création de forces armées unifiées. C'est un autre signe que les parties souhaitent parvenir à un accord.

Dans le contexte de la promotion d'un règlement au Soudan du Sud, nous demandons instamment que l'on n'insiste pas trop sur les pressions exercées par les sanctions sur le pays, tout particulièrement les restrictions unilatérales. Les signes encourageants que nous observons aujourd'hui sont le fruit, d'abord et avant tout, de la contribution des médiateurs régionaux. En outre, tout le monde sait qu'à un moment donné, l'embargo sur les armes a entravé la mise en œuvre d'initiatives de sécurité régionale à l'appui au processus de règlement. Nous pensons qu'une fois que les Sud-Soudanais seront parvenus à un accord sur l'ensemble des questions en suspens, il faudra procéder à un réexamen du régime des sanctions afin de l'adapter à la réalité sur le terrain.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais me joindre aux autres orateurs pour remercier le Représentant spécial Shearer, non seulement de son exposé, mais aussi du travail que lui-même et toute son équipe effectuent sur le terrain au Soudan du Sud. Nous avons vraiment eu plaisir à écouter M. Shearer. Nous sommes impressionnés par ce que lui-même et son équipe font, et nous voudrions vraiment l'en remercier.

Je voudrais aussi remercier vivement l'Ambassadrice Joanna Wronecka de ses efforts inlassables à la présidence du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud.

C'est la première fois que nous nous réunissons depuis la prolongation de 100 jours, mais ce n'est pas la première fois que les parties ont échoué à faire des progrès. Plus d'un tiers des 100 jours s'est déjà écoulé, et je crois que le Conseil se doit de réitérer et de renforcer le message clair et uni que nous avons adressé collectivement à Djouba, à savoir que toutes les parties doivent saisir cette occasion pour convenir des mesures nécessaires à prendre pour former un gouvernement sans exclusive. Ces mesures comprennent, bien entendu, des efforts visant à faire des progrès sur la question du cantonnement. Le Représentant spécial Shearer nous a également parlé aujourd'hui de l'importance de la nourriture et des ressources livrées à ces sites de cantonnement, ainsi que de la formation dispensée et de la réelle réintégration en cours aux fins de la sécurité de tous au Soudan du Sud.

Je tiens aussi vraiment à saluer les efforts déployés par le Vice-Président de l'Afrique du Sud, M. David Mabuza, sur la question épineuse des États au Soudan du Sud. Il s'agit d'une question cruciale qui, il faut le reconnaître, ne sera peut-être pas tout à fait réglée avant la fin de la période de 100 jours, mais il faut que les parties s'engagent à continuer de participer à ce processus, et je me félicite vivement des efforts déployés par le Vice-Président sud-africain à cet égard.

Nous nous félicitons, bien sûr, des récentes réunions entre le Président Kiir Mayardit et M. Machar, ainsi que de leurs déclarations positives, mais je dois dire que, jusqu'à présent, nous n'avons pas encore vu de changement. Je voudrais souligner aujourd'hui l'importance des mesures et des résultats, ainsi que des déclarations et des promesses. Je voudrais rappeler qu'il est nécessaire, comme d'autres délégations l'ont dit, de régler la question du statut de M. Riek Machar. Je ne comprends tout simplement pas pourquoi il n'a pas de passeport sud-soudanais alors qu'il en train de négocier sa participation au Gouvernement sud-soudanais. J'espère que cette question sera réglée rapidement comme un geste de bonne foi et que la question de son statut pourra être réglée par la région.

Nous nous félicitons vivement de l'engagement de la région et de sa détermination à parvenir à ces fins. L'histoire a montré que sans pression extérieure, les

parties échouent à agir. C'est pourquoi nous exhortons nos partenaires dans la région, en particulier l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), à redoubler d'efforts afin d'assurer des progrès. La publication du rapport que doit présenter l'IGAD après 50 jours marquera, selon nous, un moment important. Le Conseil de sécurité doit travailler main dans la main avec l'IGAD – cela est essentiel. Et je pense qu'il nous faut réfléchir, lors de nos consultations, à la façon dont nous pourrions approfondir cette coopération.

Nous devons aussi envisager la situation au-delà des 100 jours et au-delà des questions liées à l'avenir du Soudan du Sud. Il est extrêmement préoccupant que la violence communautaire infranationale reste à des niveaux inquiétants dans tout le pays. La persistance des violences sexuelles liées au conflit, comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2019/936), est extrêmement préoccupante. Toutes les parties au conflit doivent agir immédiatement pour mettre fin à la violence sexuelle liée au conflit. Nous saluons l'accent mis par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud sur cette importante question, ainsi que son appui aux efforts visant à mettre fin à l'impunité pour de tels crimes. J'appuie avec force l'intervention de la Belgique à ce propos et me fais l'écho de ses préoccupations concernant le maintien à son poste du Commissaire du comté de Gany.

Les partenaires humanitaires continuent de se heurter à de nombreuses entraves bureaucratiques s'agissant de l'accès humanitaire, et d'être confrontés à une insécurité grave. La crise, comme d'autres l'ont dit, a été encore exacerbée par les dernières inondations – les pires en 30 ans – qui ont affecté près d'un million de personnes. Le Royaume-Uni a versé 210 millions de dollars en 2018 à cet égard et nous continuons de tout mettre en œuvre pour améliorer la situation.

Pour terminer, je voudrais souligner que le cessez-le-feu en cours doit continuer de tenir, et les deux dirigeants doivent s'engager sans équivoque à le respecter et à rester attachés à la paix. Le Conseil doit être prêt à aider les parties, en coordination avec l'IGAD et l'Union africaine, à progresser sur la voie de la paix et à faire les compromis nécessaires. Cela n'aura pas lieu tant que l'on ne fera pas passer les intérêts supérieurs du peuple du Soudan du Sud avant l'intérêt personnel de l'élite. Ceux qui ne se montrent pas à la hauteur de la responsabilité qui est la leur d'instaurer une paix durable au Soudan du Sud doivent avoir à en répondre.

M. Ugarelli (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. David Shearer, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud, de son important exposé. Nous remercions aussi l'Ambassadrice Joanna Wronecka des informations qu'elle nous a communiquées, et lui exprimons notre reconnaissance particulière pour l'excellent travail effectué à la tête du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud.

Le Pérou, qui suit avec une attention particulière le processus de paix qui vient de reprendre au Soudan du Sud, se déclare déçu encore une fois par le retard mis à compléter les tâches nécessaires aux fins de la formation d'un gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé. Ces problèmes non réglés ne font qu'accroître l'incertitude des Sud-soudanais et attiser les violences ethniques et intercommunautaires. Nous avons bon espoir que les parties, conscientes des responsabilités qui sont les leurs d'assurer l'avenir du pays, s'acquitteront de leurs engagements et réaliseront les progrès nécessaires, conformément aux paramètres établis. À cet égard, nous soulignons qu'il est urgent de veiller à ce que de grands progrès soient réalisés sur les dispositions transitoires de sécurité. L'atelier conjoint sur le mécanisme de sécurité tenu en novembre dernier constitue un pas positif qui, nous l'espérons, sera suivi par des mesures concrètes qui permettront au Gouvernement provisoire de voir le jour.

Nous sommes convaincus que la réunion récente entre le Président Kiir et M. Machar contribuera à atteindre cet objectif et ouvrira la voie au règlement de la question du nombre d'États et de leurs frontières. Nous appelons les parties à continuer de dialoguer et à définir les procédures qui permettront de régler progressivement ces différends, tout en empêchant de raviver le conflit dans différentes régions du pays.

Nous voyons avec préoccupation que la violence ethnique et intercommunautaire se poursuit, de même que les affrontements sporadiques entre le Gouvernement et les forces de l'opposition dans la région de l'Équatoria. Nous appelons à nouveau tous les

groupes non signataires à s'associer à l'engagement en faveur de la paix au Soudan du Sud, car ce n'est que par le dialogue que pourra s'instaurer une paix définitive. Nous déplorons que des cas de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits ayant déjà causé la mort de 133 civils ces trois derniers mois continuent d'être signalés, et que l'impunité soit devenue un statu quo dans ce territoire. Par ailleurs, nous craignons qu'en dépit de la diminution de la violence politique, il n'en soit pas de même pour ce qui est de la violence sexuelle liée au conflit. Nous espérons que l'approbation des plans d'action respectifs des différents groupes armés sera accompagnée de mesures concrètes pour que les auteurs de ces crimes répondent de leurs actes.

Nous déplorons aussi que la situation humanitaire continue d'être critiquée malgré la diminution du conflit. Le Programme alimentaire mondial a averti dernièrement qu'une famine pourrait frapper le Soudan du Sud et affecter plus de 5,5 millions de personnes en raison des effets désastreux des inondations, de la sécheresse et d'une situation économique précaire au Soudan du Sud. Malgré cette situation incertaine, nous formons le vœu que l'intérêt collectif prévaudra, permettant ainsi l'établissement d'un cessez-le-feu définitif. Ceci passe aussi par le versement des fonds annoncés pour la mise en œuvre transparente et effective de l'Accord.

Enfin, je suis persuadé que le Conseil restera uni s'agissant d'appuyer et d'assurer le suivi politique nécessaire pour consolider le processus de paix au Soudan du Sud, en étroite coordination avec le leadership régional exercé par l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, dont l'action sera décisive, nous l'espérons, pour le succès de la période de transition et pour la consolidation de la paix.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur ma liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 16 h 40.